

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article8379>

Polémique autour de la publication d'une liste d'informateurs des services communistes de contre-espionnage

Date de mise en ligne : mercredi 30 juillet 2008

- Renseignement - International -

Spyworld Actu

Les listes des informateurs des services secrets de la Tchécoslovaquie communistes : un thème récurrent dans l'actualité tchèque. Un thème à nouveau en première page des journaux cette semaine après la publication d'une nouvelle liste, celle des informateurs des services du contre-espionnage militaire.

Une liste de milliers de noms publiée la semaine dernière sur le site des archives des forces de sécurité. Martin Pulec est le directeur adjoint de ces archives :

« Les agents des services de contre-espionnage de l'armée utilisaient les soldats qui faisaient leur service militaire pour les faire collaborer et obtenir de leur part les informations dont ils avaient besoin. »

La publication de cette liste fait couler beaucoup d'encre à Prague car les noms de plusieurs hommes politiques y figurent. Parmi eux, au moins cinq députés de l'actuelle chambre basse du Parlement, élus sur les listes des deux principaux partis du pays. Tous nient avoir activement collaboré, comme Pavel Ploc, ancien champion de saut à ski, aujourd'hui député du Parti social-démocrate, même s'il concède qu'en tant que membre de l'équipe nationale il ne pouvait refuser d'être interrogé par les services secrets :

« Je leur ai toujours répondu qu'il ferait mieux d'aller voir comment c'était à l'Ouest, pour voir que les gens y vivaient mieux. Ils nous disaient qu'ils ne seraient pas autorisés à passer la frontière. J'étais dans l'armée, et nous, les sportifs, étions les seuls qui pouvaient aller à l'Ouest. Donc ils nous ont mis sur les listes et nous interrogeaient quand on revenait. »

L'actuel président du comité olympique tchèque, Milan Jirásek, figure également sur cette liste élaborée par les services tchécoslovaques de contre-espionnage. Il nie avoir collaboré de quelque manière que ce soit.

Plus embêtant encore, le nom de l'actuel numéro 2 de l'armée tchèque, le général Miroslav Balint, est mentionné en tant qu' « homme de confiance. » Lui aussi nie en bloc et affirme que la publication de cette liste est illégale, car « selon la loi, seuls les noms de ceux qui ont consciemment collaboré avec les services de renseignements devraient être publiés. » Le chef de l'Etat-major Vlastimil Pícek lui a en tout cas réaffirmé sa confiance en indiquant qu'il avait passé avec succès les processus de « lustration » nationale, et l'examen de son dossier par la direction de l'OTAN.

Post-scriptum :

<http://www.radio.cz/fr/article/1066...>